

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR
ET DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE
EN ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN

SÉANCE DU MERCREDI 22 OCTOBRE 1997
VERGADERING VAN WOENSDAG 22 OKTOBER 1997

SOMMAIRE :

DEMANDES D'EXPLICATIONS (Discussion) :

Demande d'explications de Mme Lizin au vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur sur « le TELERAD, système de balisage permettant d'être informé sur les niveaux de radioactivité sur le territoire belge ».

Orateurs : **Mmes Lizin, Dardenne, M. Vande Lanotte**, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, p. 862.

Demande d'explications de Mme Lizin au vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et au ministre de la Justice sur « les réseaux belges du terrorisme algérien ».

Orateurs : **Mme Lizin, M. Vande Lanotte**, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, p. 864.

Demande d'explications de Mme de Bethune au vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur sur « la nouvelle de la maltraitance d'occupants du Centre pour clandestins à Merksplas ».

Orateurs : **Mmes de Bethune, Merchiers, M. Vande Lanotte**, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, p. 866.

INHOUDSOPGAVE :

VRAGEN OM UITLEG (Bespreking) :

Vraag om uitleg van mevrouw Lizin aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over « TELERAD, het systeem voor het meten van de radioactiviteit op het Belgisch grondgebied ».

Sprekers : **de dames Lizin, Dardenne, de heer Vande Lanotte**, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, blz. 862.

Vraag om uitleg van mevrouw Lizin aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken en aan de minister van Justitie over « de netwerken van het Algerijnse terrorisme in België ».

Sprekers : **mevrouw Lizin, de heer Vande Lanotte**, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, blz. 864.

Vraag om uitleg van mevrouw de Bethune aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over « het bericht van mishandeling van bewoners in het Centrum voor Illegalen in Merksplas ».

Sprekers : **de dames de Bethune, Merchiers, de heer Vande Lanotte**, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, blz. 866.

PRÉSIDENCE DE MME LEDUC
VOORZITTERSCHAP VAN MEVROUW LEDUC

La séance est ouverte à 10 h 25.
De vergadering wordt geopend om 10.25 uur.

DEMANDE D'EXPLICATIONS DE MME LIZIN AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SUR «LE TELERAD, SYSTÈME DE BALISAGE PERMETTANT D'ÊTRE INFORMÉ SUR LES NIVEAUX DE RADIOACTIVITÉ SUR LE TERRITOIRE BELGE»

VRAAG OM UITLEG VAN MEVROUW LIZIN AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN OVER «TELERAD, HET SYSTEEM VOOR HET METEN VAN DE RADIOACTIVITEIT OP HET BELGISCH GRONDGEBIED»

Mme la présidente — L'ordre du jour appelle la demande de Mme Lizin au vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur.

La parole est à Mme Lizin.

Mme Lizin (PS). — Madame la présidente, je ne reviendrai pas sur l'historique du système TELERAD que les sénateurs ici présents connaissent bien. Nous arrivons bientôt à la période de mise en place du système et son efficacité devrait être éprouvée. Le vice-Premier ministre pourrait-il nous dire où en est l'installation du système et quels sont les résultats des tests réalisés sur le terrain? Peut-il nous confirmer que le système TELERAD sera fonctionnel en janvier tant pour les balises air que pour les balises eau?

TELERAD a pour objectif le remplacement d'un système qui avait été obtenu de haute lutte, à savoir le balisage mis en place par l'Institut des radioéléments. En supposant que l'appréciation du fonctionnement du TELERAD ne soit pas tout à fait conforme aux attentes, peut-on envisager une période de transition pendant laquelle les deux systèmes fonctionneraient? Le vice-Premier ministre peut-il nous dire comment va se faire la transition entre les deux installations et à quelle période et dans quelles conditions elle se fera?

Quelle garantie FABRICOM, l'installateur du système TELERAD, accorde-t-il? Sa garantie va-t-elle courir jusqu'en mai 1998 ou est-elle déjà arrivée à échéance? Il me paraît évident que si l'on procède à la réception de l'installation sans s'être assurés qu'elle soit parfaitement efficace, nous courrons le risque de dégager FABRICOM, à bon marché, de ses responsabilités. Je souhaite donc obtenir le détail des garanties données par FABRICOM. Le vice-Premier ministre peut-il nous expliquer comment ce contrat sera appliqué concrètement?

Ne serait-il pas intéressant, avant de dégager FABRICOM de toutes ses responsabilités, de faire procéder à un audit sur le fonctionnement de TELERAD?

J'en terminerai par une question technique en demandant au vice-Premier ministre quels sont les niveaux d'alarme retenus. La commission des Affaires étrangères a, par ailleurs demandé d'entendre le vice-Premier ministre sur les deux conventions qui concernent le support international en cas d'accident nucléaire. Il est évident que toutes ces questions sont liées. Il nous faut donc un détail précis des niveaux d'alarme pour savoir dans quel cas on enclenche une procédure internationale de demande d'appui. Quels sont les interlocuteurs prévenus lorsque les niveaux d'alarme sont atteints?

Je remercie le vice-Premier ministre de bien vouloir nous donner des précisions sur l'ensemble de ce contrat et sa mise en œuvre.

Mme la présidente. — La parole est à Mme Dardenne.

Mme Dardenne (Écolo). — Madame la présidente, je voudrais simplement me joindre à Mme Lizin et appuyer sa demande. Je me sens particulièrement concernée par ce problème car comme vous le savez sans doute, j'habite non loin de la centrale nucléaire française de Chooz. J'aimerais savoir où en est la mise en place du système TELERAD à Chooz. Je souhaiterais savoir également si les niveaux d'alarme seront déterminés en fonction des plans de secours.

Enfin, le vice-Premier ministre peut-il nous dire si les résultats des relevés effectués au moyen de ces balises donneront lieu à une information accessible à la population? Concrètement, pourrait-on, si l'on ne fait pas partie d'un conseil communal, avoir accès à cette information?

En France, il existe des commissions locales d'information autour des différentes centrales nucléaires. J'aimerais savoir si, en Belgique, on prévoit quelque chose d'équivalent, de manière à rassurer la population pour qui tout cela constitue un sujet d'inquiétude. Je pense qu'il n'est pas sain de cacher les choses et qu'il vaut mieux jouer la transparence, y compris dans ce domaine-là.

Mme la présidente. — La parole est à M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Madame la présidente, en ce qui concerne le taux de disponibilité, une estimation scientifique basée sur les rapports

hebdomadaires de communication des balises en fonctionnement situe actuellement ce taux à 95 %. Je rappelle que le contrat prévoit que 99 % devront être en fonctionnement acceptable pour que l'on considère que ce contrat est exécuté. L'ensemble du réseau sera opérationnel dès que la mise en route des derniers appareils de mesures aura été effectuée. À ce jour, ce n'est pas encore le cas et il est donc normal de ne pas encore avoir atteint les 99 %.

La mesure du taux de disponibilité pourra très prochainement être calculée mensuellement. Il est en effet prévu que dans les prochaines semaines les estimations seront remplacées par des calculs exacts. Bien entendu, ces calculs seront basés sur les balises installées et devront donc être adaptés en fonction de l'installation des nouvelles balises.

La réception provisoire a eu lieu le 5 mai 1997. À partir de cette date, nous disposons d'un délai d'un an pour vérifier si tout fonctionne bien. Un contrat d'assistance technique à l'administration a été signé en août dernier pour une période de dix mois, soit jusqu'en mai 1998. Cette assistance technique permettra d'effectuer les opérations d'entretien, de nettoyage et de calibrage indispensable pour améliorer le fonctionnement des balises et la fiabilité du réseau. Tout est donc mis en œuvre pour que le système soit opérationnel le plus rapidement possible.

L'administration a toujours envisagé de conserver les deux réseaux en fonctionnement pendant une période transitoire. Afin de vérifier le fonctionnement des balises de TELERAD, l'administration a toujours eu l'intention de confier à des laboratoires spécialisés — notamment Fleurus et Mol — la tâche de procéder à une comparaison ainsi qu'à une exploitation des échantillons fournis par les deux réseaux, afin de pouvoir décider du moment de l'abandon de l'ancien réseau. Une première proposition en ce sens est actuellement en cours d'élaboration mais doit encore être exécutée.

Pour ce qui est des balises autour de la centrale de Tihange, elles sont toutes en service et fonctionnent correctement à l'exception de la dernière qui reste à installer sur le site de la nouvelle caserne des pompiers.

En ce qui concerne les garanties de fonctionnement, des tests de qualité et des tests fonctionnels pour tous les équipements de mesures ont été effectués en présence de l'administration et approuvés par CONTROLATOM et par A.I.B.-Vinçotte, les deux institutions que nous consultons actuellement.

J'ajoute que des montants ont été prévus au budget pour l'exécution des programmes de surveillance au cours de l'année 1998.

Conformément au cahier des charges, la réception définitive pourra intervenir un an après la réception provisoire, soit le 5 mai 1998, pour autant que les exigences imposées par l'administration soient respectées.

La garantie de l'entrepreneur — qui n'est pas exactement celle que vous suggérez — couvre la période située entre les deux réceptions. Dans le cas contraire, la garantie est étendue jusqu'au prononcé de la réception définitive. Si cette dernière intervient plus tardivement que prévu, la garantie est prolongée.

La garantie prévoit que si le taux de disponibilité du réseau n'est pas atteint pour des raisons imputables à l'entrepreneur, celui-ci est tenu d'effectuer les actions correctives nécessaires, éventuellement en remplaçant le matériel défectueux, afin d'atteindre un taux de disponibilité de 99 %.

Sans que j'exclue pour le moment la possibilité de faire appel à un audit extérieur, des contrats ont déjà été conclus avec les organismes « Association Vinçotte » et « CONTROLATOM » et la firme Concenvie afin de vérifier l'exécution correcte des travaux. Un rapport final devra être établi par l'Association Vinçotte.

S'il est fait appel à un audit extérieur, la firme Vinçotte sera sans doute désignée car elle possède une grande expérience en la matière.

Le rapport final sera déposé par la firme Vinçotte avant la réception définitive, afin que l'on puisse vérifier si le taux de disponibilité prescrit par le cahier des charges durant la période de garantie est respecté.

De plus, la comparaison avec les constatations des centres de Mol et Fleurus, dont j'ai parlé, doit également donner des indications sur le bon fonctionnement du réseau.

Si le rapport Vinçotte et la comparaison avec les deux réseaux que j'ai cités font état de difficultés graves, il sera toujours possible de confier le dossier à un audit externe, même si l'Association Vinçotte et les centres de Mol et de Fleurus peuvent également être considérés comme des organes externes.

En ce qui concerne les alarmes, une première réunion a eu lieu, à l'initiative de l'administration, avec la firme Concenvie, le C.E.N. de Mol et l'I.R.E. de Fleurus, afin de fixer les niveaux respectifs des différents types de balises.

Je serai prochainement informé des résultats de cette réunion. Ces niveaux d'alarme seront introduits dès que possible dans le système, et ce de façon automatique. Cela signifie que les fonctionnaires techniques chargés de l'exploitation du réseau seront immédiatement prévenus de tout dépassement par le système lui-même. Ces fonctionnaires pourront, le cas échéant, faire appel aux experts de l'I.R.E. et du C.E.N. Il appartiendra ensuite à l'autorité fédérale, qui opère la centralisation, de diffuser l'information auprès des communes, des provinces, etc.

Toutes ces opérations doivent tenir compte du plan nucléaire. Un audit externe a été réalisé au sujet des moyens à mettre à la disposition des différents services de sécurité, via le fonds nucléaire. Il nous a fourni des éléments de réflexion nous permettant d'établir un plan quinquennal d'achats. Dès le mois d'août 1996, la tranche 1997 a provisoirement été fixée. Le plan portant sur les cinq prochaines années doit être arrêté sur la base des conclusions de l'audit.

En février ou mars prochain, le plan de sécurité nucléaire sera soumis à révision, comme cela se pratique pour les plans de secteur. Cela signifie que le plan sera complètement réévalué. Pourquoi au mois de mars et pas plus tôt ? Parce qu'entre-temps, nous déterminerons les moyens à acquérir pour la sécurité et nous espérons — ce qui serait miraculeux ! — que les tablettes d'iode seront commandées. Leur achat doit normalement être possible. Une firme suédoise semblerait répondre à toutes les exigences. Nous voulons d'abord régler ces points dans le cadre de la première phase du plan. Ensuite, le plan pourra être soumis à révision et être amendé. Nous le ferons le plus rapidement possible et en y associant les instances européennes qui joueront un rôle de consultant.

Voilà la voie vers laquelle nous nous dirigeons. Il serait un peu facile de leur soumettre notre plan sans proposer de solutions ! Nous leur signalerons que nous sommes prêts à amender notre plan — car une révision est normale après quelques années —, que nous disposons d'un organe de contrôle auquel ils pourraient s'associer de manière à suggérer des améliorations le cas échéant. Voilà pour ce qui concerne l'ordre des travaux.

Il est clair que le K.N.A. doit fonctionner, sinon l'ensemble ne sera pas opérationnel.

En ce qui concerne l'accès aux informations, je ne puis vous en fournir les règles. Je dois en effet me livrer à des vérifications. Au niveau de la publicité de l'administration, différentes exceptions sont appliquées mais j'ignore de quelle manière. Je ne suis donc pas en mesure de vous répondre aujourd'hui, mais si vous le souhaitez, je vous communiquerai les informations ultérieurement.

Mme Dardenne (Écolo). — J'aimerais que vous puissiez nous donner des informations à ce sujet. Il serait utile, en tout cas, d'essayer de mettre un système en place. Rien n'est organisé en Belgique, il n'existe pas de commission locale d'information sur le modèle français. Dans la région de Chooz, il serait très utile, puisqu'il s'agit d'une centrale française, d'associer les Belges sur le plan de la sécurité. Ce serait un minimum.

Mme Lizin (PS). — Il existe une commission locale réunissant les deux bourgmestres les plus directement concernés, le commandant des pompiers, la gendarmerie et la police. En théorie, une information à lieu systématiquement; je dis bien en théorie car on ne sait pas trop qui est l'interlocuteur...

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Normalement, l'information est diffusée au niveau central.

Mme Lizin (PS). — Et s'il est deux heures du matin, où arrive l'information ?

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Elle arrive au centre de crise.

Mme Lizin (PS). — Vous avez donc une jonction entre les balises TELERAD et le centre de crise ?

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Oui.

Mme Lizin (PS). — Dans ce cas, cela va.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Un ordinateur au centre de crise centralise les informations.

Mme Dardenne (Écolo). — J'attire votre attention sur le problème de la centrale de Chooz qui se trouve en France. Si l'alerte se déclenche en Belgique, un problème de temps supplémentaire se posera.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Il existe un accord entre la France et la Belgique aux termes duquel le centre de crise doit préalablement être averti.

Mme Dardenne (Écolo). — L'information va d'abord passer par l'Élysée avant de nous revenir !

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Des accords existent, mais j'ignore si les Français les respectent toujours. Cependant, en cas d'incident, la France doit nous avertir immédiatement via un organisme central qui joue dans ce pays le rôle de notre centre de crise.

Mme Dardenne (Écolo). — Cela double le circuit puisque l'information remontera d'abord à Paris, passera par les ambassades avant d'arriver à Bruxelles.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — C'est inexact. Des responsables établis dans des points de contact s'informent. Le cas s'est déjà produit une fois lors d'un accident chimique. Le centre de crise a été directement informé, et non par le biais des ambassades.

Mme Dardenne (Écolo). — J'ai beaucoup de doutes à ce sujet malgré tout.

Mme Lizin (PS). — Personnellement, je n'ai pas de doutes sur le centre de crise belge. Le dernier accident sérieux a été traité, un jour de congé, en pleine nuit, sans difficulté et sans rencontrer d'obstacle.

Monsieur le vice-Premier ministre, concernant les pastilles d'iode, nous attendons. Quant au plan de secours, j'attire votre attention sur le fait que le dernier essai réalisé à la centrale de Tihange s'est assez mal terminé, dans la cacophonie générale, et ce d'après les informations que j'ai reçues des services de police et de gendarmerie. Ainsi chacun recommençait des plans pour faire passer la population en dessous des vents dominants. Il serait donc intéressant de vous faire communiquer le dernier rapport provincial dont les avis étaient extrêmement négatifs. Selon moi, une remise à plat ne serait pas inutile l'année prochaine. Cela nous aiderait car cette centrale vieillit et les petits risques finissent par s'accumuler.

Mme la présidente. — L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

DEMANDE D'EXPLICATIONS DE MME LIZIN AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET AU MINISTRE DE LA JUSTICE SUR «LES RÉSEAUX BELGES DU TERRORISME ALGÉRIEN»

VRAAG OM UITLEG VAN MEVROUW LIZIN AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AAN DE MINISTER VAN JUSTITIE OVER «DE NETWERKEN VAN HET ALGERIJNSE TERRORISME IN BELGIË»

Mme la présidente. — L'ordre du jour appelle la demande d'explications de Mme Lizin au vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et au ministre de la Justice.

La parole est à Mme Lizin.

Mme Lizin (PS). — Madame la présidente, je déplore l'absence du ministre de la Justice, lequel est également concerné, mais j'espère que le ministre de l'Intérieur pourra me communiquer un certain nombre de réponses.

Je suis frappée par le manque d'intérêt accordé aux informations relatives aux activistes des réseaux islamistes en Belgique. Un jour, certains découvriront avec stupeur qu'un certain nombre de données étaient connues depuis longtemps.

Quoi qu'il en soit, il convient de se pencher d'abord sur des informations disponibles avant d'essayer de comprendre les événements qui se déroulent en Algérie. L'hebdomadaire belge *Téléoustique* vient de publier une excellente synthèse à ce sujet. Il dresse, pour une fois, une carte assez complète des connaissances.

M. le ministre de l'Intérieur peut-il confirmer l'existence des réseaux, leur nombre, leurs connexions ?

Par rapport au G.I.A., dans sa forme actuelle, existe-t-il un réseau logistique coordonné qui leur fournit des armes, du matériel médical, des moyens financiers ? Les activités de ces réseaux sont-elles en train d'augmenter ? Quelle est l'analyse effectuée à cet égard ?

L'article, rédigé par un journaliste d'origine française, donne l'impression que selon le ministre français de l'Intérieur, les Belges ne réagiraient qu'en cas de demande expresse des services français et encore, avec retard.

Quels contacts avons-nous avec les autorités françaises ? Que savons-nous de la manière dont travaillent les services français sur notre territoire ? Comment circulent les informations relatives aux réseaux actifs en Belgique ? Quelle est la nature de nos contacts avec les services français à propos de la question algérienne ?

Qu'en est-il du suivi des individus soupçonnés d'appartenir à des réseaux pouvant être impliqués dans les attentats qui ont déjà eu lieu ou qui ont été désamorçés sur le territoire français, sans omettre ceux annoncés par le G.I.A. dans son texte de revendication des massacres de Bentalha ?

Les relations entre nos services respectifs sont-elles bonnes ? S'échangent-ils leurs données ? Avez-vous le sentiment, monsieur le vice-Premier ministre, que la France garde par-devers elle des informations concernant des citoyens algériens ou belges appartenant à des réseaux actifs en Belgique ?

Estimez-vous que vos services sont suffisamment équipés — je pense en particulier aux analystes et au personnel opérationnel — pour faire face à la situation actuelle ?

Par exemple, le juge français Bruguières s'est occupé d'une opération qui a été relativement bien médiatisée mais dont le résultat a été critiqué. Or, dans le cadre de cette affaire, un important matériel avait été saisi. Comment celui-ci est-il traité ? Les hommes sont-ils suffisamment nombreux pour pouvoir examiner rapidement les objets saisis, par exemple, les carnets de téléphone ? Les éléments sont-ils exploités ? Dans quels délais l'examen peut-il être fait ?

C'est précisément cette opération qui est la plus critiquée dans l'article de *Téléoustique*, selon lequel les Belges n'ont bougé qu'une fois placés au pied du mur, c'est-à-dire quand leur non-réaction devenait susceptible de créer un incident.

Monsieur le vice-Premier ministre, cette opération a-t-elle fait l'objet de blocages et certains éléments ont-ils été sous-estimés ?

L'article de *Téléoustique* semble sous-entendre qu'un homme comme Zaoui pourrait bénéficier d'une certaine tolérance en ce qui concerne ses déplacements, pas nécessairement de la part des ministres mais de celle du personnel. Il a en effet été retrouvé à l'extérieur du territoire belge, alors qu'il était supposé rester à la rue Masui. Le déplacement a d'ailleurs été acté. Un tel agrément total, à un échelon inférieur à celui des ministres, pourrait-il être conclu — à l'encontre de la décision initiale — avec un individu qui s'engagerait à ne pas mener ses activités sur le territoire belge, en échange d'une certaine liberté de circulation ?

L'individu en question a formulé des déclarations très particulières — tout à fait inacceptables, selon moi dans un pays de droit — en vertu desquelles il ajoutait sa voix à une revendication de massacres publiée à Londres. Le fait de pouvoir revendiquer des massacres dans un pays européen, en l'occurrence l'Angleterre, sans que cela n'entraîne une réaction de la part de celui-ci, ne me paraît pas normal. Selon moi, une telle situation devrait faire l'objet d'une démarche diplomatique et pas seulement de la part de l'Algérie. Elle devrait également donner lieu à un débat à l'échelon de la coopération politique.

Comment, monsieur le vice-Premier ministre, interprétez-vous la déclaration de Zaoui, qualifiée de normale par ce dernier et qui date du moment où il a parlé de la création de son propre mouvement séparé de l'instance exécutive du Front islamique du salut installé à Aix-la-Chapelle ?

Les autorités belges ont-elles posé un acte diplomatique à l'égard de Londres ? Une discussion a-t-elle été lancée à l'échelon de la coopération, peut-être sur demande de la France ?

J'en viens au dernier point de mon intervention. Je suis frappée de constater que la plupart des analyses, notamment celle de *Téléoustique*, citent constamment Verviers et Dison. Ces villes, qui devraient en principe être calmes, sont situées à la frontière et l'on y rencontre un nombre invraisemblable d'individus de cette nature, se réclamant du G.I.A. et travaillant visiblement dans une filière qui n'est guère suivie.

Monsieur le vice-Premier ministre, que pensez-vous de l'opportunité de réaliser une étude spécifique — peut-être a-t-elle déjà été mise sur pied — portant sur les réseaux frontaliers avec l'Allemagne ? Les inquiétudes vous paraissent-elles fondées en cette matière ?

Mme la présidente. — La parole est à M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Madame la présidente, les questions posées par Mme Lizin appellent des réponses nuancées.

L'article paru dans *Téléoustique* comporte un extrait intéressant. Celui-ci se rapporte à la position du juge Bruguières que je vous cite : « Du point de vue de la coopération judiciaire antiterroriste, nos relations sont complexes avec l'Allemagne, moyennes avec l'Italie. Quant à la Grande-Bretagne, c'est la Papouasie orientale. Nos rapports avec la Belgique, eux, sont exemplaires. »

Ces propos émanent tout de même d'une personne censée être assez critique !

Votre deuxième question, madame, porte sur l'existence d'un réseau islamiste fondamentaliste en Belgique. À mon sens, un tel réseau existe probablement, mais ce serait faire preuve de naïveté que de croire qu'il se limite à un pays. Personnellement, j'ai toujours eu l'impression qu'il en recouvrait plusieurs. Nous avons affaire, en réalité, à un réseau international touchant notamment l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne. Le centre du réseau se situerait dans ce dernier pays, mais cet avis est discutable.

Ces interconnexions se vérifient par le fait que les membres du réseau utilisent le matériel de communication le plus sophistiqué. Il est établi que les fondamentalistes ne sont certainement pas des arriérés en matière de technologie.

Mme Lizin (PS). — Ils utilisent Internet pour communiquer !

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Ils sont même plus avancés et sont donc très bien équipés.

Tarek est très souvent cité dans la presse : cette hypothèse est connue, mais il faut savoir qu'elle concerne différents pays et non uniquement la Belgique.

Notre attitude est très ferme en la matière et la Belgique a d'ailleurs fait l'objet de menaces. Nous agissons toujours lorsque des enquêtes mettent à jour des caches d'armes ou des actes illégaux, criminels, délictueux ou violents. Tout le monde peut être accueilli en Belgique à condition de ne pas agir contre la loi.

Parmi les actions que nous avons entreprises, je citerai celles de Neufchâteau, celles entamées contre Zaoui et celle que nous venons de démarrer.

La collaboration avec la France est basée sur des liaisons directes et journalières ; j'insiste sur ce point car j'ai parfois l'impression que certaines personnes veulent à tout prix démonter que ce n'est pas le cas et je ne comprends pas quel est leur objectif. La Belgique dispose d'un officier de liaison à Paris et la France a également un tel officier à Bruxelles, lequel représente l'Unité de coordination pour la lutte antiterroriste — l'U.C.L.A.T.

L'opération du 1^{er} mars 1995 a été menée conjointement par la France et la Belgique ; il en est de même pour les actions qui ont eu lieu à Bastogne et à Molenbeek. En ce qui concerne l'armurier Müller, des contacts ont été pris.

Il est vrai que les moyens sont limités ; si nécessaire, ils seront augmentés. Les documents saisis lors des perquisitions sont en cours d'exploitation et nous pourrions voir si du personnel en plus grand nombre est nécessaire. La date de l'opération a été fixée de commun accord avec les autorités françaises, j'y insiste car il faut bien se rendre compte que ce n'est pas en quelques jours que l'on peut trouver 100 personnes pour mener une telle action.

Deux grandes difficultés se posent, auxquelles la France est également confrontée je pense, sans pour autant l'admettre. Il s'agit tout d'abord de la preuve.

Nous essayons de suivre d'assez près les milieux intégristes. Je demande régulièrement des rapports à leur sujet en raison du danger qu'ils représentent pour l'ordre public. Ces mesures préventives diminuent sensiblement les actes criminels parce que lesdits milieux se savent surveillés. Toutefois, cela ne nous permet pas d'aller très loin au point de vue des enquêtes. Il y a bien eu quelques condamnations, mais trop légères à mon sens. Je ne suis pas juge mais, si j'ai bon souvenir, M. Zaoui n'a été condamné conditionnellement qu'à trois mois de prison : c'est plus ou moins la même peine que celle infligée en cas d'excès de vitesse ! Je ne dis pas que le jugement est mauvais, ce sont les preuves qui sont difficiles à établir.

La France semble rencontrer les mêmes difficultés que la Belgique, car, jusqu'à présent, elle n'a jamais demandé l'extradition d'une de ces personnes — si elle avait des preuves suffisantes, elle les ferait mettre dans leur dossier judiciaire, mais ce n'est pas le cas. La Belgique serait pourtant très heureuse de pouvoir s'en débarrasser.

Les Français ont les mêmes problèmes que nous. Ils ont pu appréhender certains responsables de l'attentat de Tourcoing mais, au niveau du réseau international, les preuves sont beaucoup plus difficiles à réunir.

Par ailleurs, lorsqu'il y a une condamnation, les coupables ne sont pas expulsés. En ce qui me concerne, je ne veux pas prendre la responsabilité de renvoyer Zaoui et les autres en Algérie puisque je n'ai pu obtenir de garanties suffisantes sur leur survie en cas d'extradition. Zaoui a été condamné, on voudrait l'expulser, mais personne n'en veut. Nous avons pourtant des contacts réguliers avec différents pays à son sujet, mais sans résultat.

La France a le même problème : après avoir purgé leur peine, les détenus seront libérés et la France devra les garder en l'absence d'autre solution. La situation est dramatique.

La seule attitude possible est de fixer des règles étroites. C'est le cas à l'égard de Zaoui qui, sans le respect de ces règles, devrait être placé en centre fermé ou en prison avec les problèmes que cela pose, pour une solution qui resterait tout de même temporaire.

En conclusion, je soulignerai d'abord la collaboration exemplaire — selon le juge lui-même — entre la France et la Belgique. J'insisterai sur le fait que nous suivons ces problèmes de très près. Il ne faut pas croire que notre pays choisit la passivité et le laisser-faire. J'en veux pour preuves les menaces que nous avons reçues lors du procès Zaoui. Enfin, je rappellerai que la France et la Belgique rencontrent actuellement de réelles difficultés en ce qui concerne l'établissement des preuves de certaines activités et la gestion de «l'après-condamnation».

Mme la présidente. — La parole est à Mme Lizin.

Mme Lizin (PS). — Madame la présidente, je voudrais quelque peu approfondir la question de savoir pourquoi il n'est pas possible de renvoyer en Algérie des personnes qui revendiquent des massacres. Ne pourrait-on pas trouver un accord avec le gouvernement algérien, accord qui garantirait un procès, pour des assassinats, bien entendu.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Nous avons eu une discussion à ce sujet avec les autorités algériennes, mais l'issue ne fut pas encourageante. Nous leur avons posé la question de savoir si elles pouvaient garantir la vie de ces personnes. La réponse fut négative.

Mme Lizin (PS). — C'est évident. Imaginez, monsieur le vice-Premier ministre, que toute votre famille ait été trucidée par des individus de ce genre.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Oui, mais cela signifie qu'en cas d'expulsion, je serai personnellement responsable de leur mort.

Mme Lizin (PS). — Je comprends, monsieur le vice-Premier ministre, mais je vous demande de réfléchir encore à ce problème. À terme, je ne vois pas d'autre issue que celle-là. Il faut obtenir un accord-cadre solide de la part des Algériens. J'admets que ce n'est pas facile, mais il faut les convaincre de le faire. Cette action est vraiment nécessaire, sinon, nous laisserons se développer ce genre de réseaux.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — J'ai parfois l'impression que le gouvernement algérien ne souhaite pas vraiment le retour de tous ces individus.

Mme Lizin (PS). — Le double discours en la matière est possible, en effet.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Les conséquences sur le plan intérieur seraient évidemment importantes.

Mme Lizin (PS). — Il est vrai que les autorités ne sont certainement pas demandresses dans l'immédiat.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un double discours mais d'un double raisonnement.

Mme Lizin (PS). — En tout cas, d'une double analyse chez eux...

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — ...que je peux comprendre.

Mme Lizin (PS). — Qu'en est-il du volet Verviers-Dison ?

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Des personnes ont été interpellées, notamment dans le cadre du procès Zaoui. Certains ont été libérés; d'autres font l'objet d'une attention particulière de nos services. Le problème réside dans le fait que pour certaines personnes qui n'ont toutefois pas le statut de réfugiés politiques, l'avis est très clair: pas question d'expulser. Il faut alors tenter de les contrôler.

Tant que nous n'aurons pas de solution quant à l'expulsion, je ne pourrai que gérer le possible.

En ce qui concerne la situation à Verviers, nous avons l'impression qu'elle n'est pas de même nature que celle qui prévalait pour Zaoui.

Mme Lizin (PS). — Il faut savoir qu'à Verviers, certains éléments du réseau sont déjà de nationalité belge.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Je sais que tout le monde plaide pour un meilleur accès à la naturalisation...

Mme Lizin (PS). — Ne pourrait-on réexaminer l'idée de retirer la nationalité ?

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Le procureur général a refusé cette solution parce que les faits n'étaient pas suffisamment importants. La loi a été instaurée lorsque des ressortissants belges qui habitaient la zone frontalière avec l'Allemagne avaient réclamé l'indépendance ou le retour à l'Allemagne, ce qui fut considéré comme un grand crime. Le terrorisme lui ne suffit pas.

Mme Lizin (PS). — Peut-être le paiera-t-on cher dans dix ans lorsque ces individus auront atteint leurs objectifs.

M. Vande Lanotte, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. — Je ne serais pas contre un changement de la loi.

Mme la présidente. — L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

VRAAG OM UITLEG VAN MEVROUW DE BETHUNE AAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN OVER «HET BERICHT VAN MISHANDELING VAN BEWONERS IN HET CENTRUM VOOR ILLEGALEN IN MERKSPLAS»

DEMANDE D'EXPLICATIONS DE MME DE BETHUNE AU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SUR «LA NOUVELLE DE LA MALTRAITANCE D'OCCUPANTS DU CENTRE POUR CLANDESTINS À MERKSPLAS»

De voorzitter. — Aan de orde is de vraag om uitleg van mevrouw de Bethune aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken.

Het woord is aan mevrouw de Bethune.

Mevrouw de Bethune (CVP). — Mevrouw de voorzitter, ik stel deze vraag om uitleg naar aanleiding van een onrustwekkend persbericht van 15 oktober jongstleden dat bewakers van het Centrum voor Illegalen in Merksplas gewag hebben gemaakt van een reeks mishandelingen ten aanzien van bewoners van het centrum door personeelsleden, directieleden en veiligheidsdiensten die betrokken zijn bij de werking van het centrum. De onmiddellijke aanleiding voor dit bericht zou een voorval van maandag jongstleden zijn waarbij bewakers verklaren dat ze bijna gedwongen waren om een bewoner die een zelfmoordpoging had ondernomen, aan zijn lot over te laten. In het bericht wordt ook melding gemaakt van tal van andere feiten en geweld-daden die ik in deze vraag om uitleg niet zal opsommen.

Ik zou van de vice-eerste minister willen vernemen of hij ons over deze feiten duidelijkheid kan verschaffen. Is hij op de hoogte van deze feiten? Heeft hij de klacht vernomen? Heeft hij een onderzoek ingesteld? Kortom, welk krediet kunnen we aan dit bericht hechten? Heeft de vice-eerste minister in verband met deze feiten een administratieve procedure ingesteld? Zijn er in dat geval al sancties genomen of conclusies getrokken?

In de tweede plaats wil ik de vice-eerste minister vragen of hij gerechtelijke stappen heeft ondernomen. Wordt een procedure opgestart of klacht ingediend?

Meent de vice-eerste minister dat hij op basis van dat persbericht conclusies kan trekken voor het beleid? Ik denk hierbij vooral aan het beheer van de gesloten centra. Men kan dat bericht immers op twee niveaus analyseren. Indien de feiten zich inderdaad hebben voorgedaan, heeft men te maken met een strafzaak. Men kan de zaak echter ook in de tweede graad interpreteren. Dan brengt het feit dat een dergelijk bericht de wereld wordt ingestuurd door personeelsleden van het centrum aan het licht dat er in het centrum een grondige malaise is. Het kan gaan om een vete tussen twee personen; in dat geval zal de zaak snel kunnen worden opgelost. Het kan ook wijzen op meer structurele problemen te wijten aan stress, werkoverlast, waardeconflicten, of andere factoren. Ik vraag me af of er van dat bericht een analyse in de tweede graad is gemaakt.

Daarbij aansluitend stel ik de vraag welke maatregelen de vice-eerste minister neemt of overweegt te nemen om preventief op te treden. Welke omkadering en steun, ook op psychologisch vlak, en welke vorming wordt geboden aan personen die in een dergelijk centrum werken? De afgelopen weken en maanden hebben we van mensen uit deze sector signalen opgevangen hoe moeilijk hun opdracht is, en ik ben ervan overtuigd dat ook in deze sector elkeen zijn werk goed wenst te doen.

De voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Merchiers.

Mevrouw Merchiers (SP). — Mevrouw de voorzitter, na het lezen van het bericht in het dagblad, rezen bij mij een aantal vragen, net zoals bij mevrouw de Bethune.

In het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding werd gisteren dieper ingegaan op deze problematiek. Volgens de directeur zouden één of twee personeelsleden van het centrum geregeld het Centrum voor Illegalen in Merksplas bezoeken.

Ik weet uiteraard niet op welke manier de personeelsformatie van dit centrum waar 120 uitgeprocedeerde asielzoekers verblijven is tot stand gekomen, maar wij kunnen alleszins vaststellen dat het grootste deel van de personeelsleden in het bezit is van een A3-diploma. Dit betekent dat zij eigenlijk louter een bewakersfunctie kunnen vervullen. Het opvangen van de spanningen tussen de bewoners vereist nochtans een zekere vorming van het personeel.

Kan er geen specifieke omkadering worden gecreëerd ter ondersteuning van het personeel? Ik heb vernomen dat er een aantal psychologen en drie maatschappelijke assistenten in dienst zijn, die moeten instaan voor de begeleiding van de bewoners. Het personeel heeft echter eveneens behoefte aan een aangepaste vorming ten einde te kunnen omgaan met dergelijke conflicten.

Volgens de kranten en de informatie die wij gisteren hebben ontvangen, zijn er ook heel wat interne conflicten tussen de personeelsleden en de directeur. Het is onaanvaardbaar dat de bewoners hiervan het slachtoffer zouden zijn.

Of is de hele toestand het gevolg van inbreuken die werden gepleegd door het personeel? Heeft de vice-eerste minister een onderzoek ingesteld? Welke maatregelen zal hij nemen? Wat zal er gebeuren indien er inderdaad fouten worden vastgesteld?

De voorzitter. — Het woord is aan vice-eerste minister Vande Lanotte.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken. — Mevrouw de voorzitter, in de eerste plaats wijs ik erop dat ik de feiten via de pers heb vernomen. Ik heb daarop onmiddellijk gereageerd.

Indien de beschuldigingen inderdaad op waarheid berusten, hebben wij hier te maken met een ernstig incident.

Ik heb de directeur-generaal verzocht onmiddellijk een grondig verslag op te maken, dat mij in de loop van de volgende dagen zal worden bezorgd en dat ons zal toelaten de toestand te beoordelen.

De secretaris-generaal van het ministerie heeft een vakbondsdelegatie van het ACOD ontvangen, die de feiten heeft bevestigd. Hij heeft hiervan een schriftelijke nota gevraagd. Ik heb deze nota nog niet ontvangen. Voorts kregen wij een anonieme brief, waarin alle feiten worden ontkend.

Op 17 oktober heb ik een schrijven overgemaakt aan de procureur des Konings van Antwerpen om hem erop te wijzen dat racisme en het niet-verlenen van hulp aan mensen in nood strafbare feiten zijn. Ik heb hem het dossier gestuurd, hoewel ik dit niet verplicht ben. Ik heb dat gedaan als uiting van mijn bezorgdheid. De procureur des Konings moet zelf uitmaken of hij overgaat tot vervolging. Er zijn nu reeds structurele maatregelen genomen.

Er is een nieuw kader voorgesteld. Dit betekent dat het personeel vast zal worden benoemd en veronderstelt eveneens dat het zal moeten deelnemen aan examens, wat een vrij groot opbod tussen de vakbonden tot gevolg heeft.

Eind 1996 is er een probleem geweest met twee mensen die zouden worden ontslagen. De secretaris-generaal was daar niet mee akkoord. De ontslagen werden ingetrokken en de betrokkenen kregen een laatste kans om te bewijzen dat zij goed konden functioneren. Het resultaat was dat die mensen drie weken later toch werden ontslagen, maar ze hadden een laatste kans gehad. Wat we niet wisten is dat die mensen voordien van de ene vakbond, de CCOD, naar de andere, de ACOD waren overgelopen. De ACOD beschouwde dat als een grote overwinning en heeft daar ook zo mee uitgepakt. Het resultaat was dat mensen oordeelden dat het volstond naar de ACOD te gaan om niet te worden ontslagen. Nochtans werden de betrokkenen drie weken later wel ontslagen. Door de sfeer die aldus werd geschapen, is er een groot verloop geweest van leden.

Wat nu de feiten betreft die in het persbericht worden aangeklaagd, is de ene vakbond van oordeel dat ze stroken met de waarheid, terwijl de andere vakbond beweert dat het om leugens gaat. Beide vakbonden spreken elkaar dus tegen, met opnieuw een groot verloop van leden tot gevolg.

Ik weet niet wat er effectief gebeurd is. Een grondig onderzoek is hoe dan ook nodig en er moeten zo vlug mogelijk examens worden georganiseerd teneinde opnieuw een stabiele situatie te creëren. Op het ogenblik is de sfeer immers grondig verpest. Na dat onderzoek zullen we moeten uitmaken of we de vakbonden moeten bijeenroepen en hen duidelijk de les spellen. Ik wil niet vooruitlopen op de resultaten van het onderzoek, maar het is goed mogelijk dat er zaken zijn gebeurd die niet door de beugel kunnen. Ik mag dat niet uitsluiten. Ik weet wel heel zeker dat er wegens de onzekerheid, spanningen zijn bij het personeel en dit leidt tot de verspreiding van allerlei geruchten.

Hetzelfde doet zich overigens voor bij het personeel van de gevangenis, waar binnenkort ook examens worden georganiseerd. Het is geen gezonde situatie wanneer personeelsleden voortdurend bezorgd zijn voor hun toekomst en als concurrenten tegenover elkaar staan omdat ze denken bij de ene vakbond meer kansen te maken om te slagen voor het examen dan bij de andere alhoewel de vastwervingssecretaris het examen inricht en er dus geen inmenging mogelijk is.

Het nieuwe personeelskader is reeds goedgekeurd en de vraag voor het organiseren van examens is gesteld. Ik zal er blijven op toezien dat de hele procedure zo snel mogelijk verloopt. De examens zullen wellicht nog dit jaar plaatsvinden. Hoe dichterbij de datum komt, hoe meer problemen de kop zullen opsteken. Wat proberen we daaraan te doen?

We hebben een intern reglement opgesteld dat in een koninklijk besluit werd omgezet teneinde het een officieel karakter te geven. Dat koninklijk besluit ligt voor advies bij de Raad van State. Het intern reglement vormt een onderdeel van de theoretische vorming van de personeelsleden. Daarnaast krijgen zij een EHBO-cursus, leren zij omgaan met agressie, een cursus die naargelang van de situatie in samenwerking met het Guislain-Instituut in Gent of met het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding wordt georganiseerd, volgen zij een cursus interculturele communicatie georganiseerd door het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding en een cursus zelfverdediging met de klemtoon op gebruik van minimaal geweld.

In feite zijn wij het slachtoffer van onze niet-repressieve aanpak. Wij hebben er steeds voor gepleit om van het centrum voor illegalen geen gevangenis te maken en de mensen niet op te sluiten in een cel. Dit is ook de juiste filosofie, maar het maakt de situatie er niet gemakkelijker op. In een gevangenis zit iedereen in een cel en als er iets gebeurt, is dat binnen die cel. In het centrum leven de mensen meer in groep en hebben zij meer vrijheid om zich te verplaatsen binnen het gebouw. De frustraties, de agressie en de spanningen tussen het personeel en de personen die er verblijven, zijn bijgevolg groot.

Bovendien is de situatie van illegalen in het centrum minder duidelijk dan die van mensen die in een gevangenis verblijven. Wie in een gevangenis zit, is voor een bepaalde periode veroordeeld en kent ook de regels waaraan hij zich moet houden. De bewoners van het centrum weten niet goed wat hen overkomt. De helft ervan geraakt niet uitgewezen, wat tot onzekerheid en nog meer spanningen leidt. Ik verwijs in dit verband naar een Nigériaan in Brugge die meende nooit te worden uitgewezen en keet schopte toen hij vernam dat hij toch werd uitgewezen.

Met een verhoogde opleiding van het personeel en een statutaire basis zal in de toekomst meer zekerheid ontstaan voor het personeel. Ten minste eenmaal per maand worden spreekbuisvergaderingen georganiseerd met de directie en het personeel, maar door de moeilijke vakbondssituatie worden die gehypothecerd. Ik kan me inbeelden dat de volgende vergadering tumultueus zal verlopen.

Wekelijks worden ook per personeelsgroep vergaderingen belegd met de directie en tweemaandelijks komt een bijzonder overlegcomité samen.

Zowel in het weekend als 's nachts is telkens een directie van wacht. Bovendien kunnen de betrokkenen zich wenden tot de medische en de sociale dienst van het ministerie, die onafhankelijk is van de DVZ. Voor aanwerving moeten de kandidaten een maand stage lopen. Al deze maatregelen moeten ons in staat stellen een goede dienstverlening te verzorgen. Een aantal randvoorwaarden moeten evenwel eveneens worden vervuld, onder meer het statutair karakter van de benoemingen, grotere zekerheid voor het personeel en een minder gespannen vakbondsklimaat.

Incidenten zullen zich steeds voordoen en daarmee zal men dus moeten leren omspringen.

Ik verwijs in dit verband naar de man die zich wilde ophangen en intussen werd gecolloqueerd. De verpleger die werd gecontacteerd, verwees naar zijn collega van wacht, wat ik vreemd vind, maar waarover ik geen oordeel wil vellen zolang de omstandigheden niet grondig zijn onderzocht.

Na analyse van de feiten achtte de verpleegkundige van wacht opname in het ziekenhuis niet nodig. Dat de bewuste persoon na zijn opname in het ziekenhuis onmiddellijk werd ontslagen, bewijst volgens de verpleegkundige dat zijn analyse correct was en dat de zelfmoordpoging geveinsd was.

De beoordeling van de feiten zal heel moeilijk zijn. De houding daarentegen van de verpleegkundige die naar zijn collega van wacht doorverwees roept duidelijk vragen op. Deze laatste heeft zich evenwel niet verzet tegen een opname in het ziekenhuis, maar oordeelde dat het niet noodzakelijk was. Ik herhaal dat de beoordeling van de feiten alleen maar mogelijk zal zijn na grondig onderzoek.

Dit incident zou nooit tot zulk een conflict aanleiding hebben gegeven, indien de verhoudingen tussen directie en personeel en tussen het personeel onderling normaal zouden zijn geweest.

Deze centra hebben in elk geval een moeilijke taak die de jongste jaren zo goed mogelijk werd vervuld. De infrastructuur is intussen verbeterd en kan — hopelijk — niet meer als excuus worden gebruikt.

De controle door het Europees comité was vrij positief. Wij moeten in dezelfde richting verder werken en van zodra we over statutair personeel kunnen beschikken, een structurele oplossing aan het probleem geven. Tijdens de overgangperiode, waarin examens worden georganiseerd, zullen we wel onze vingers moeten kruisen. Misschien is het goed het personeel en de vakbon-

den aan te spreken om een tijdelijke oplossing te vinden voor deze moeilijke periode. Toch wil ik de resultaten van het onderzoek afwachten vooraleer deze stap te doen.

De voorzitter. — Het woord is aan mevrouw de Bethune.

Mevrouw de Bethune (CVP). — Mevrouw de voorzitter, ik dank de vice-eerste minister voor zijn genuanceerd antwoord. Ik denk dat hij terecht de resultaten van het onderzoek afwacht. Het is inderdaad niet mogelijk om zich vooraf over de feiten uit te spreken. Wel is het belangrijk dat de vice-eerste minister de zaak van zeer nabij blijft volgen, en er noodzakelijke administratieve en disciplinaire conclusies uit trekt.

Zoals ik zelf in mijn vraag heb aangegeven, legt ook de vice-eerste minister de nadruk op de sfeer in het betrokken centrum.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken. — Eigenlijk zou ik graag weten bij welke vakbond de personen die werden aangeklaagd, zijn aangesloten. Ik heb uiteraard geen toegang tot dergelijke vertrouwelijke informatie, maar een en ander zou veel kunnen verklaren.

Mevrouw de Bethune (CVP). — Dat lijkt me menselijk.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken. — Ik denk inderdaad dat het de ene organisatie tegen de andere is.

Mevrouw de Bethune (CVP). — De vice-eerste minister heeft een aantal oplossingen gesuggereerd op het vlak van de personeelsformatie, het personeelsbeleid, het vormingsprogramma, enz. Een aantal voorstellen zouden onder weg zijn. Wel heb ik niet goed begrepen of het vormingsprogramma waarvan sprake nu reeds loopt en of het huidige personeel deze vorming al dan niet heeft kunnen genieten.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken. — Mevrouw de voorzitter, ik meen van wel. Wat mevrouw Merchiers ook moge zeggen, de personeelsleden van dat centrum hebben reeds aan de vorming deelgenomen.

Verder werd de personeelsformatie goedgekeurd. Het voorstel werd voor advies overgezonden aan de vakbonden en aan de regering. De tekst van het koninklijk besluit is klaar, maar dient nog te worden gepubliceerd. Nog vóór het koninklijk besluit werd goedgekeurd, werd het Vast Wervingssecretariaat reeds aangesproken voor de organisatie van de examens. Het is de bedoeling dat de eerste examens in november worden georganiseerd.

Het koninklijk besluit voorziet in de organisatie van vervroegde examens en in aangepaste overgangsmogelijkheden voor het contractuele personeel. Op die manier worden sociale drama's vermeden.

Mevrouw de Bethune (CVP). — Mevrouw de voorzitter, ik mag aannemen dat het hier gaat om een permanent vormingsprogramma dat regelmatig wordt geëvalueerd en bijgestuurd zoals een pro-actief beleid vereist. Toch ben ik van mening dat het personeelsbeleid alleen niet voldoende garanties biedt voor een verbetering van de aan het licht gekomen malaise. Er is tevens nood aan een wettelijk vastgelegde reglementering voor gesloten centra voor illegalen. De bepalingen van het bestaande huishoudelijk reglement dienen te worden getoetst. Er is nood aan een grotere rechtszekerheid.

Verder meen ik dat het beheer van een dergelijk centrum niet aan de leiding van dat centrum alleen kan worden overgelaten. Er is nood aan een centraal overleg en aan coördinatie tussen de verantwoordelijken van de diverse centra. Er is nood aan externe controle en transparantie.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken. — Mevrouw de voorzitter, de centrumbeheerders komen geregeld bijeen. De frequentie van hun bijeenkomsten is mij niet bekend.

Mevrouw de Bethune (CVP). — De concrete aanleiding voor mijn vraag was het voorval in Merksplas, maar iets dergelijks kan ook elders gebeuren. Ik sluit niet uit dat dezelfde malaise leeft in de andere gesloten centra.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken. — Dat kunnen wij natuurlijk nooit uitsluiten. Dit type centrum, zonder cellen, geeft altijd aanleiding tot korte conflicten. Bovendien is er ook het element van de onzekerheid. De mensen zijn niet voor een bepaalde termijn veroordeeld, maar worden opgenomen met het oog op uitwijzing. Men weet niet of deze uitwijzing zal plaatshebben of wanneer precies. Deze onzekerheid maakt dat mensen zich niet naar het regime schikken.

Mevrouw de Bethune (CVP). — Dat illustreert precies het belang van een aangepaste aanpak.

Tenslotte meen ik dat we ernstig moeten nadenken over het bestaan zelf van de zogenaamde «gesloten centra». Ik weet wel dat wie in zo'n centrum terecht komt, illegaal in België verblijft. Toch moeten we ons afvragen of een dergelijke opsluiting in verhouding staat tot de feiten waarvoor deze mensen worden opgesloten. We mogen niet uit het oog verliezen dat deze mensen geen criminelen zijn.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken. — Zij kunnen een opsluiting vermijden, als zij vrijwillig vertrekken. Dat is de essentie van de zaak. Als zij zich bij onze beslissing neerleggen en vertrekken, worden ze niet opgesloten.

Mevrouw de Bethune (CVP). — Dat is een aspect van de zaak, maar niet iedereen kan vertrekken. Blijkt dat mensen soms maandenlang worden vastgehouden zonder dat hun vertrek kan worden georganiseerd. De fundamentele vraag ligt anders. De vraag is welke andere, meer menselijke wegen kunnen worden ontwikkeld om mensen die hier niet kunnen verblijven aan te zetten om vrijwillig te vertrekken. Zolang dergelijke gesloten centra bestaan moeten we over de kwaliteit van de opvang waken en ik ben ervan overtuigd dat dit op het ogenblik onvoldoende gebeurt.

Ter illustratie verwijs ik nogmaals naar de problemen van gezinnen met kinderen. Ik heb getuigenissen ontvangen van mensen die met hun kleine kinderen verscheidene weken in zo'n centrum hebben verbleven. De kinderen zijn zwaar getraumatiseerd door hun verblijf daar. Dan heb ik het nog niet over de trauma's die mensen van andere leeftijden er oplopen en dan hebben we het enkel over de menselijke kostprijs en niet over de kostprijs voor de Schatkist.

Mijn eindconclusie uit dit alles is, dat mensen die illegaal in ons land verblijven in gesloten centra opsluiten, eigenlijk alleen in extreme situaties aanvaardbaar is, namelijk wanneer ze een gevaar vormen voor de openbare orde, maar dat dit niet kan gelden als een algemene beleidsoptie om de migratie- en vluchtelingenproblematiek te beheersen en te beheren. Het voorval in

Merksplas sterkt mij in de overtuiging dat het veralgemenen van het systeem van gesloten centra en het openen van nieuwe centra geen goede beleidskeuze is.

De voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Merchiers.

Mevrouw Merchiers (SP). — Mevrouw de voorzitter, ik ben eigenlijk wel tevreden met een deel van het antwoord van de vice-eerste minister. Ik wil alleen nog eens de nadruk leggen op het feit dat de situatie van de mensen in deze gesloten centra uitzichtloos is. Zij weten niet hoe lang ze in het centrum zullen verblijven. Ze weten alleen dat ze er blijven tot op het ogenblik dat ze worden teruggestuurd en precies dit ultieme moment wensen zij niet. Daaruit vloeien duidelijk de grote spanningen in deze centra voort. Ik ben blij dat een deel van het personeel is gevormd om deze spanningen op te vangen, maar ik kan niet genoeg benadrukken dat ook het minder geschoold personeel dat met een toch wel moeilijke doelgroep wordt geconfronteerd, permanent moet worden opgeleid.

Eén van de krantenartikels meldt — ik weet echter niet in welke mate dat correct is — dat de rijkswacht hardhandig is opgetreden bij het weghalen van sommige personen. Zal de vice-eerste minister ook deze feiten onderzoeken?

De voorzitter. — Het woord is aan vice-eerste minister Vande Lanotte.

De heer Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken. — Mevrouw de voorzitter, wij gaan eerst, op basis van het rapport van de directeur-generaal kijken waar we staan. De beweringen zijn nogal vaag. Als over racistisch gedrag wordt gesproken, moeten de feiten worden gepreciseerd en moet toch een minimum aan informatie worden gegeven. Het incident met de persoon onder de douche kan worden onderzocht. Er moeten concrete feiten naar voren worden gebracht. Ik begrijp bijvoorbeeld niet dat men wel onmiddellijk naar de pers kan stappen, maar gedurende een week niet de tijd vindt om een dossier op te maken. Men wou ook een dag na de feiten reeds door de secretaris-generaal worden ontvangen, maar sindsdien heb ik niets meer over het incident gehoord. Als het zo dringend was om te zeggen wat er was gebeurd, is het zeker zo dringend de feiten, op een controleerbare manier, te noteren.

De voorzitter. — Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Dames en heren, de agenda van de openbare vergadering van de commissie voor de Binnenlandse en Administratieve Aangelegenheden is afgewerkt.

L'ordre du jour de la réunion publique de la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives est ainsi épuisé.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten om 11.40 uur.)

(La séance est levée à 11 h 40.)